

## « Pouvoir d'agir des habitants : Les Centres sociaux comme leviers des processus d'émancipation sur les territoires »

### Recherche-Action - Conclusions



**C**ela fait maintenant plus de trois ans que nous partageons avec les chercheurs du laboratoire EXPERICE nos réalités de terrain, nos incertitudes et nos pratiques. Nous avons construit ensemble un certain nombre de collaborations, qui ont renforcé notre alliance. Cette recherche-action en était la première étape et elle s'est avérée très fructueuse, comme la restitution l'a démontré. Tant pour la fédération que pour les deux centres sociaux engagés, cela a été source de renouvellement dans les pratiques et a permis de légitimer le bien-fondé de la place des centres sociaux dans ces processus de pouvoir d'agir des habitants. La route est encore longue mais les buts à atteindre sont plus clairs, tant sur la (trans)formation des pratiques professionnelles que sur la mobilisation des centres sociaux sur cette question d'importance. La formation Licence/Master sur le pouvoir d'agir des habitants, mise en place avec Paris 13 est l'un des outils les plus « consistants ». Petit à petit, nous posons d'autres jalons. Ainsi, l'équipe fédérale va devenir formatrice sur la mise en œuvre d'actions collectives à visée émancipatrice d'ici la fin de l'année 2016. Plusieurs formations DPA sont également proposées à notre réseau et des projets émergent, supports permettant de laisser plus d'amplitude aux initiatives des habitants dans nos structures. Le changement est en route, mais cela nécessite également de réfléchir et de faire évoluer l'architecture financière des centres sociaux parisiens. La collaboration avec les chercheurs du laboratoire EXPERICE continue d'apporter un éclairage et une énergie extérieurs qui, nous n'en doutons pas, irrigueront nos pratiques, mais feront également peut-être évoluer les regards institutionnels sur les centres sociaux comme outils de participation à la démocratie dans les quartiers populaires.

Cette lettre partage des extraits et des éléments issus du rapport que nous avons remis au Conseil Régional d'Ile de France. Les éléments relatifs à la recherche-action figurent sur le site de la fédération des centres sociaux et socio-culturels de Paris. <http://paris.centres-sociaux.fr/chantiers-federau/recherche-action-sur-le-pouvoir-dagir/>

Un ouvrage relatant cette recherche-action, intitulé « Le pouvoir d'agir des habitants : arts de faire, arts de vivre », sous la direction d'Izabel Galvao, sortira au printemps 2017 aux éditions L'Harmattan.

### **Deux questions de recherche**

#### **Comment se manifeste le pouvoir d'agir des habitants sur un territoire ? Quelles formes peut-il prendre ?**

Pour ne pas tomber dans une nouvelle expression valise qui dit tout et son contraire, il est nécessaire de décliner le pouvoir d'agir sur des formes concrètes d'agir ou d'être sur le monde, à l'échelle d'un lieu donné : produire des descriptions qui rendent compte des formes concrètes que cela peut prendre.

#### **Comment les pratiques des professionnels peuvent favoriser le développement de ce pouvoir d'agir ?**

Nous nous appuyons sur le postulat d'un existant : du pouvoir d'agir des habitants sur les territoires (même en forme embryonnaire) et nous proposons une direction souhaitable aux pratiques professionnelles, une finalité : qu'elles puissent l'accompagner, contribuer à le développer. A travers des pratiques expérimentales mises en œuvre, il s'agit d'essayer de dégager des éléments de réflexion transférables à d'autres situations.

## Quelques préalables pour appréhender le pouvoir d'agir

**Faire un pas de côté pour voir autrement** : Inspirés par la démarche de l'ethnologue, les praticiens se transforment en « chercheurs de plein air » et déambulent sur un territoire qu'ils connaissent en partie en fonction de leur exercice professionnel. A la recherche de toute condition première d'un pouvoir d'agir, ils discutent avec des habitants, ils prennent rendez-vous avec des associations ou des collectifs peu visibles, ils observent le fonctionnement des instances de la démocratie participative, ils font des entretiens avec des personnes ressources. Il s'agit d'identifier des points de vue sur la vie dans le quartier, les forces vives et les solidarités informelles. Ils font trace de cette exploration déambulatoire à travers des notes écrites, des photographies, de prises de son. Ces notes nourrissent la réflexion autour de la question : « comment se manifeste le pouvoir d'agir sur le territoire ? » Cet exercice exige un décalage par rapport aux manières de faire habituelles, il constitue un « pas de côté » qui ne se fait pas sans difficultés et qui exige de :

### **S'écarter du schéma d'action « diagnostic d'un besoin/Intervention/solution », déambuler, se laisser surprendre**

C'est ce schéma qui régit la pratique quotidienne des intervenants sociaux et s'en écarter, c'est s'autoriser à déambuler sans objectif précis, pour se laisser surprendre par l'inattendu et des facettes non connues du territoire. Cette façon de faire « désintéressée » prend du temps et peut perturber dans un contexte où les urgences professionnelles font pression pour une action « rentable ».

### **Au-delà des problèmes, identifier quelles sont les ressources, les capacités, les compétences disponibles sur le territoire**

En plus de l'habitus professionnel qui fait tendre le regard plutôt en direction des manques, cela implique une certaine conviction pour pouvoir creuser des paroles habitantes qui, elles aussi, tendent à insister sur les problèmes. Parce que les problèmes existent et écrasent, mais aussi parce que c'est normalement ce que l'on évoque lorsque l'on s'adresse à des travailleurs sociaux. De même pour les propos habitants autour de la « non-participation » ou de l'individualisme généralisé - « *ici il n'y a rien, c'est chacun pour soi* » : face à ce type de propos, le besoin de creuser pour aller au-delà des paroles convenues qui certes expriment une réalité mais qui cachent des gestes de solidarité qui existent eux aussi et peuvent témoigner d'un quelconque pouvoir d'agir.

### **Aller hors les murs et sortir du périmètre d'action du centre social, au-delà de son public**

Tout centre social est agrée pour un certain périmètre, mais le territoire ainsi dessiné ne constitue pas le seul découpage possible et dans cette phase de la recherche, il s'agissait au contraire d'élargir le périmètre pour pouvoir renouveler le regard sur le territoire. La même chose pour les personnes à rencontrer : derrière la catégorie « habitant » il pouvait y avoir toute personne nouant un lien quelconque au territoire (pas forcément de résidence) et pas forcément inclus dans la catégorie des « publics » pour lesquels sont missionnés les centres sociaux.

## Des indices du pouvoir d'agir

### **Comment se manifeste le pouvoir d'agir sur le territoire ? Quelles formes peut-il prendre ?**

Le « pouvoir d'agir » n'a pas une matérialité en lui-même et il faudrait même faire attention à l'usage autonome de ce terme. Il ne se donne à voir qu'inscrit dans des pratiques sociales concrètes, celles-ci inscrites à leur tour dans un territoire donné. Ce n'est pas non plus quelque chose qui puisse être dégagé directement des propos des personnes censées nous informer sur le sujet. En premier lieu parce que les questions sur le sujet sont difficiles à formuler, l'axe qui a été finalement privilégié lors de nos entretiens a été celui de l'existence des solidarités informelles sur le quartier. En deuxième lieu, parce que les informateurs ont tendance à nier l'existence de ces pratiques, reprenant le discours sur l'individualisme régnant (et aussi vérifiable dans la pratique) et négligeant des petits gestes ou situations qui pourtant pourraient en être des indices. L'identification de ses manifestations suppose, au-delà d'une conduite pertinente des entretiens, un travail d'interprétation et d'inférence à partir du matériau collecté. A suivre, des éléments configurés à partir de l'analyse des observations et entretiens réalisés au cours de la recherche-action (notamment dans la phase d'exploration du territoire).

### **Des militants essouffés aux pratiques peu visibles**

La figure du « militant essouffé » est la première qui émerge. Il s'agit d'habitants « militants » qui se disent épuisés à cause de la non-participation des autres : « *c'est fatigant de voir toujours les mêmes têtes, il en faut d'autres pour passer le relais* ». Ce sentiment d'épuisement et l'impression récurrente que « *ce sont toujours les mêmes qui s'impliquent* » constituent des éléments d'observation palpables dans certaines instances de démocratie participative, comme certains conseils de quartier par exemple. Cette impuissance se traduit souvent par des propos pointant l'individualisme ou le consumérisme qui constitueraient deux dérives de notre société. Au lieu de voir derrière cette non-participation une simple action négative, nous pouvons y voir également une résistance à des relations de domination qui se font présentes dans des espaces dits de participation, résultante d'une injonction des pouvoirs publics, ou d'une occupation « privatisante » de la part de certaines personnes. D'où l'hypothèse selon laquelle la « non-participation » peut recouvrir également un certain pouvoir d'agir.

## Situations d'entraide informelle et de proximité

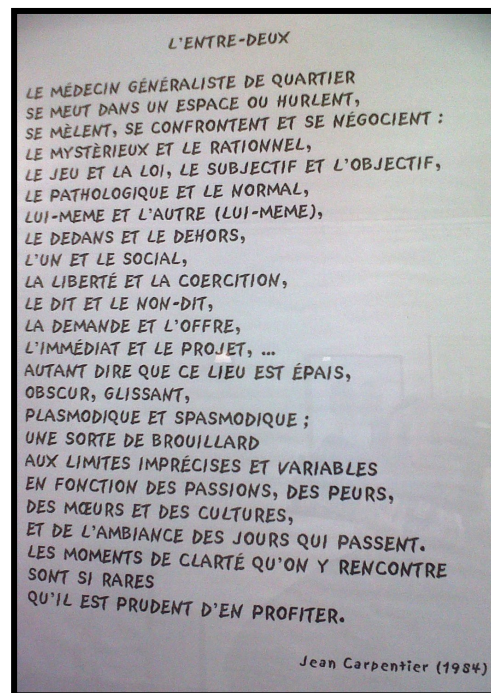
S'organiser entre voisins pour déposer ou aller chercher les enfants à l'école, porter des repas à des personnes âgées vivant seules, ou encore les aider à monter leurs courses, porter de l'aide à des personnes sans domicile, voilà quelques exemples de situations de cette catégorie où de l'entraide s'organise dans la proximité, de mode informel. Il s'agit là d'arts de faire des personnes dans leur quotidien que l'on pourrait tenir par des prémisses d'un quelconque pouvoir d'agir.

## L'existence des collectifs informels et des associations portées par les habitants

Dans cette catégorie se retrouvent des actions avec un niveau d'organisation plus important que les précédentes car renvoyant à des associations reconnues en tant que telles ou des collectifs qui, même sans statut juridique, possèdent des contours assez nets. Ce sont des collectifs peu visibles des pouvoirs publics ou du monde de l'intervention sociale, même si leur création peut être ancienne et leur rayonnement important. La pratique des tontines nous semble un exemple assez intéressant pour donner à voir le pouvoir d'agir sur les territoires, à la fois dans leur performativité et efficacité et dans leur invisibilité par rapport à un regard expert.

## Des espaces investis comme lieux de rencontre par les habitants

Certains espaces apparaissent comme particulièrement investis comme lieux de rencontre entre les habitants. Des équipements publics comme des squares, un marché ou certains commerces, mais aussi un cabinet médical pas comme les autres où les gens vont pour être soignés mais vont aussi pouvoir se rencontrer et discuter avec le médecin. Ces lieux où se « passent des choses » constituent autant d'espaces dont la prise en compte peut être un atout précieux pour mieux ausculter le pouvoir d'agir sur le territoire.



## Posture et identité professionnelles

Comment les pratiques des professionnels peuvent favoriser le développement de ce pouvoir d'agir ?



Pouvoir, parfois, se dégager d'objectifs précis d'action et prendre le temps d'être là, présent et à l'écoute, permettant - peut-être - à une rencontre de prendre corps, à un écho de se transformer en musique. *Non-agir*, pas pour ne rien faire, mais pour laisser *advenir*, pour accompagner le réel dans son mouvement et être partie prenante de son devenir.

Il s'agit de passer du théâtre formel avec des échanges attendus vers les coulisses de la complexité de la vie quotidienne pour se risquer à la rencontre avec le cœur du sujet. Il s'agit bien là d'une perspective d'un faire ensemble, visant à favoriser le bricolage et l'émergence de « l'ensemble », une prise de risque vers un imaginaire social moins consensuel mais aussi plus démocratique.



Formation et professionnalisation tendent à renforcer le professionnel comme celui qui, via son expertise, sait ce qui est bon pour les gens et comment les y amener. Se sentir dépossédé de la maîtrise d'une action, suivre un chemin sans savoir exactement où il va conduire, se laisser bousculer par des propos inattendus qui peuvent perturber le plan esquissé constituent autant d'exemples de situations témoignant d'un lâcher prise nécessaire si on aspire à développer le pouvoir d'agir des individus ou des groupes. Le lâcher prise, c'est aussi d'accepter de renoncer aux phénomènes d'appropriations (« nos territoires », « nos usagers », « notre public », etc.)



Même si certaines routines sont nécessaires et souhaitables, se méfier du confort offert par toute pratique établie : chaque expérience est à chaque fois nouvelle et suppose de l'invention, des ajustements. Des espaces institutionnels et des outils et des espaces de réflexivité sont essentiels, ainsi qu'une volonté personnelle pour regarder toujours autrement sa pratique, le territoire et ses habitants.



La distance professionnelle n'est pas un but en soi et cette injonction incorporée empêche l'essentiel qui vise plutôt à prendre contact avec les résonances subjectives que la rencontre avec les habitants ou personnes accompagnées (ou « public ») produit en soi. La prise en compte de cette résonance est ce qui permet de gérer les proximités et de s'interroger sur la place à prendre, dans les situations et rencontres singulières.



Si la professionnalisation de l'intervention sociale permet une meilleure maîtrise des savoirs professionnels, elle contient également le risque de reléguer au second plan la dimension politique du métier, pourtant centrale quand l'enjeu vise à l'émancipation. Conserver à l'esprit les enjeux éthiques liées à l'intervention, mais sans faire de ces enjeux des carcans normatifs, peut aider à dépasser la fameuse dynamique du « rôle/attente de rôle » ; cette nouvelle posture professionnelle mobile vise à favoriser le bricolage des « communs », la prise de risque vers un imaginaire social plus démocratique.

## Quelques préconisations pour avancer

### Des financements adaptés au projet

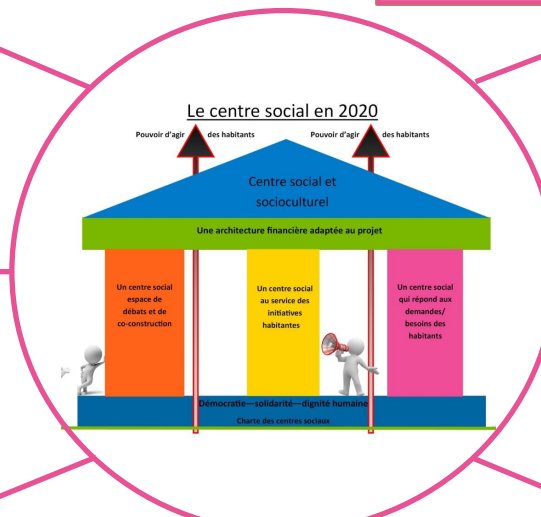
Atténuer la logique du financement par appel à projet au profit de financements plus globaux qui favorisent la prise en compte des initiatives habitantes et plus de souplesse pour l'organisation interne à la structure.

### Des « diagnostics partagés » qui mettent en valeur les ressources du territoire et de ses habitants

Appuyer les projets sociaux sur des démarches exploratoires du territoire qui éloignent le « diagnostic partagé » de l'étude de besoins qui ne met pas en valeur les ressources du territoire et le pouvoir d'agir de ses habitants.

### Implication des habitants dans la prise de décisions

Développer une gouvernance associative qui donne plus de place aux habitants : plus grande représentativité dans les instances décisionnaires et plus d'influence sur les décisions.



*Le Centre Social :  
une agora?  
Un tiers-lieu où  
s'entrecroisent  
le social,  
le culturel  
et le politique ?*

### Du temps pour les professionnels

Développer des modes d'organisation des structures qui permettent aux professionnels d'aller à la rencontre des habitants sur le territoire, de dépasser l'action sur l'urgence.

### Des espaces de réflexivité sur la pratique

Assurer des espaces d'échanges et de réflexion permanente sur les pratiques, ainsi qu'un climat qui autorise l'expérimentation, la prise de risques, des « pas de côté ».



Rédaction : Christophe Blanchard (UP13) ; David Bilzic (Fcs75)

Fédération des Centres sociaux et socioculturels de Paris ■ 23 rue Mathis - 75019 Paris  
Tél : 01 44 64 74 69 ■ Courriel : fcs75@centres-sociaux-paris.org ■ Site : www.centres-sociaux-paris.org  
Membre de la fédération des centres sociaux et socioculturels de France

Ce projet a été cofinancé par :

